

VILLE DE LÉZIGNAN-CORBIÈRES
DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL
SÉANCE DU 19 DÉCEMBRE 2024

OBJET : CONVENTION AVEC L'A.M.I. ET L'O.N.F. RELATIVE A L'ENTRETIEN DU PARE-FEU PERIMETRAL AU NORD DE LA FORÊT COMMUNALE – ANNEXE

Nombre de conseillers en exercice : 33	Nombre de conseillers présents : 23	Nombre de votants : 31	Date de la convocation : 13 décembre 2024
--	-------------------------------------	------------------------	---

L'an deux mille vingt-quatre, le dix-neuf décembre à 19 heures, le Conseil municipal de Léznigan-Corbières s'est assemblé au Palais des fêtes, Avenue Maréchal Foch sous la présidence de M. le Maire, Gérard FORCADA.

Étaient présents :

M. Gérard FORCADA, Mme Christine BÉNET, M. William COMBES, Mme Dominique JOLIS-PAILHIEZ, M. Guy VIVÈS, Mme Sylvie DANRÉ, Mme Sabrina FITO, M. Dominique JOLIS, M. Bernard FUMET, M. Daniel LARRIGOLE, M. Jean-Paul PUJOL, M. Jean-Claude LAVAUD, Mme Sylvie FUMET, Mme Martine JAFFUS, Mme Virginie JULIAN, M. Freddy NOLOT, M. Rémi PÉNAVAIRE, M. Thierry DENARD, Mme Françoise BAROUSSE, Mme Sophie COURRIÈRE-CALMON, Mme Mireille SANTINI, Mme Ginette BARRAU-FERRET, Mme Béatrice ARNAUD

Étaient absents :

Mme Bérengère LÉCÉA, M. Michel MASUYER, M. Alain-Marc GARCIA, M. Thierry CAUMEIL, Mme Sophie BIRKENER, M. Laurent ROUGÉ, M. Didier JULIAN, Mme Valérie FERRET, M. Fabrice CASTELEYN, Mme Marie-Claude MARTINEZ

Avaient donné mandat :

Mme Bérengère LÉCÉA à Mme Dominique JOLIS-PAILHIEZ, M. Michel MASUYER à M. William COMBES, M. Alain-Marc GARCIA à Mme Christine BÉNET, M. Thierry CAUMEIL à Mme Sylvie DANRÉ, M. Didier JULIAN à M. Guy VIVÈS, Mme Valérie FERRET à M. Jean-Paul PUJOL, M. Fabrice CASTELEYN à M. Gérard FORCADA, Mme Marie-Claude MARTINEZ à M. Thierry DENARD

QUORUM : 17

PRÉSIDENT DE SÉANCE : Gérard FORCADA

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Sabrina FITO

RAPPORTEUR : Dominique JOLIS

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

011-211102033-20241219-2024-148-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 23/12/2024
Publication : 23/12/2024

Pour l'autorité compétente par délégation



Vu l'article L. 1111-1 du Code général des collectivités territoriales ;
Vu les articles L. 211-1 à L. 277-5 du Code forestier ;

L'Office Nationale des Forêts (O.N.F.) est un Établissement Public Industriel et Commercial (E.P.I.C.) dont les missions consistent à valoriser la ressource en bois, agir pour l'environnement, accueillir le public en forêt, prévenir les risques naturels et proposer des prestations et services sur mesure. L'O.N.F. est ainsi le gestionnaire des forêts publiques, et propose à ce titre des prestations à l'attention des collectivités souhaitant valoriser leurs espaces naturels.

Dans cette perspective, l'ONF, qui gère la forêt communale, a jugé compatible la mise en œuvre sur une partie de celle-ci, de travaux à vocation DFCI (Dispositif de Défense des Forêts contre les Incendies) avec le document d'aménagement forestier.

Afin d'organiser la mise en œuvre de ces travaux, une convention entre la commune de Lézignan-Corbières, l'O.N.F. et l'A.M.I. doit être conclue. L'objet de la convention présentée en annexe est donc de définir les engagements des parties signataires relativement à la réalisation d'un chantier situé pour partie en forêt communale de Lézignan-Corbières et pour partie sur des propriétés communales privées ne relevant pas du régime forestier.

Les travaux consisteront d'une part à entretenir une zone d'environ 75 hectares au nord de la forêt communale. D'autre part et en fonction de circonstances exceptionnelles, d'autres travaux pourront être proposés par le service forestier local aux parties signataires.

L'A.M.I. Aude, dont la mission principale est de contribuer à l'insertion professionnelle des populations en situation de précarité, dans le cadre de son chantier d'insertion Eval, contribuera au débroussaillage d'une partie de la forêt de Lézignan. Ce chantier sera géré par cette association et sera assuré par huit salariés en insertion encadré par un technicien.

La prestation d'appui technique de l'ONF sera rémunérée annuellement directement par l'A.M.I. à hauteur de 5250 euros hors taxes, tarif qui sera valable pour la durée de la convention.

Il est donc demandé au Conseil municipal :

1/ D'approuver la convention annexée à la présente.

2/ D'autoriser M. le Maire à prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

**Sur présentation de son rapporteur,
Le Conseil Municipal après en avoir délibéré
Approuve à l'unanimité**

Et décide :

1/ D'approuver la convention annexée à la présente.

2/ D'autoriser M. le Maire à prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

Et ont les membres présents signé après lecture ainsi que M. le Président,

Pour extrait certifié conforme :

Le Maire
Gérard FORCADA

La secrétaire de séance
Sabrina FITO